



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 24 octobre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

---

#### **Canoe. ca, 24 octobre 2008 -Duceppe et Layton à Montréal veulent améliorer l'assurance-emploi**

À l'heure où la crise économique mondiale est aux portes du Canada, les chefs du Bloc québécois et du Nouveau parti démocratique s'unissent pour bonifier le régime d'assurance emploi.

Avec le déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars en août 2008, révélé par la revue financière du ministère des Finances à Ottawa, les économistes appellent à la prudence.

« Il faut que tout programme réponde à une demande ou à un besoin, a précisé Tasha Kheiriddin de l'Institut Fraser. Mais il ne faut pas utiliser la crise comme excuse pour faire des changements. Il est préférable à ce moment-ci d'user de prudence contrairement aux actions précipitées. »

#### **Améliorer le régime**

Le chef du Bloc québécois (BQ), Gilles Duceppe, ainsi que le chef du Nouveau

parti démocratique (NPD), Jack Layton, ont pris part vendredi à un dîner bénéfique organisé par le Comité chômage de Montréal. M. Layton a présenté les mesures que son parti veut proposer.

Le député libéral d'Honoré-Mercier, Pablo Rodriguez était aussi présent au dîner. Louise Harel, la députée péquiste d'Hochelaga-Maisonneuve, y était aussi en tant que représentante du Parti québécois.

Le NPD propose entre autres de réduire à 360 heures le nombre d'heures requises pour avoir accès à l'assurance emploi. Il désire également abolir la période d'attente de trois semaines et utiliser les douze meilleures semaines du demandeur pour calculer sa prestation.

« C'est indécent d'avoir de tels bonus quand vous faites des déficits, a dit M. Duceppe. Les gens qui perdent leurs emplois se disent : moi je perds mon emploi, et celui qui me l'a fait perdre va être récompensé. »

Le porte-parole du Comité chômage de Montréal, Pierre Céré, est ravi de la présence des trois partis de l'opposition fédérale ce vendredi. Il est confiant que son message est entre de bonnes mains.

« Par chance, le gouvernement conservateur est minoritaire face à une opposition qui est majoritaire, et aujourd'hui il y avait tout de même trois partis d'opposition ici, a dit M. Céré. Il y a un message là-dedans. »

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 24 octobre 2008 - Le Bloc et le NPD promettent de se liguer pour améliorer l'assurance-emploi**

Les chefs du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique, Gilles Duceppe et Jack Layton, ont promis, vendredi à Montréal, d'unir leurs forces et de chercher à obtenir l'appui des libéraux afin de bonifier le régime d'assurance-emploi.

MM. Duceppe et Layton estiment qu'à la lumière du ralentissement économique qui s'annonce, il est essentiel d'améliorer le sort des chômeurs, dont le nombre risque de croître de manière significative.

Les deux chefs ont qualifié de nettement insuffisantes les mesures annoncées jeudi par le ministre des Finances, Jim Flaherty, pour soutenir le système bancaire

canadien en marge de la crise financière internationale.

"M. Flaherty et le gouvernement Harper ont oublié qu'on a une économie réelle, on a la vie quotidienne des gens, a dit M. Layton. (...) Aider les banques c'est une chose, mais ce n'est pas tout ce qu'on doit faire. M. Flaherty ne comprend pas ça."

"Les principales victimes, (...) ce ne sont pas les hauts dirigeants des grandes entreprises, qui reçoivent même des bonis quand ils font des déficits, a dit M. Duceppe. Les premières victimes, ce sont les travailleurs et les travailleuses. Une assurance, ça doit justement servir à ceux qui se retrouvent dans une situation difficile."

Les deux hommes étaient invités vendredi à un dîner-bénéfice organisé au profit du Comité chômage de Montréal, un organisme sans but lucratif qui milite pour l'amélioration des conditions des sans-emploi.

Celui-ci réclame notamment l'abolition du délai de carence de deux semaines, afin que les chômeurs puissent bénéficier de prestations dès le moment où ils perdent leur emploi, et l'élimination du calcul de la paie de vacances comme un revenu lors d'une mise à pied.

Le Comité demande également que soit généralisée l'application du projet-pilote qui permet aux prestataires de gagner des revenus allant jusqu'à 40 pour cent de leur prestation.

Gilles Duceppe s'est montré très intéressé par la première demande, estimant qu'elle pouvait probablement être mise en oeuvre sans nécessiter la sanction royale, qui serait difficile à obtenir par les partis d'opposition.

"Les deux autres, je pense que malheureusement, ça supposerait des fonds nouveaux, mais on va les étudier", a dit le chef bloquiste.

\*\*\*\*\*

## **AP, 22 octobre 2008 - Le chômage aux Etats-Unis va encore augmenter, estime Alan Greenspan**

Alan Greenspan, l'ancien patron de la Réserve fédérale américaine, a estimé jeudi que la crise financière était le "tsunami du siècle sur le crédit", qui aurait un impact important sur l'économie des Etats-Unis, faisant notamment augmenter le chômage.

Celui qui a présidé la Fed pendant plus de 18 ans a reconnu être "dans un état de choc et d'incrédulité". La crise actuelle "s'avère être beaucoup plus importante que tout ce que j'aurais pu imaginer", a-t-il déclaré devant la Commission de surveillance et de réforme gouvernementale de la Chambre des représentants.

Cette Commission, qui a pouvoir d'enquêter sur tous les programmes fédéraux, travaille à savoir si des manquements à la régulation ont pu contribuer à la crise, et a appelé M. Greenspan à témoigner, ainsi que l'ancien secrétaire au Trésor John Snow et le président de la Securities and Exchange Commission (SEC, le gendarme de la Bourse américaine), Christopher Cox.

Pour le président de la Commission, le démocrate Henry Waxman, tant la Fed, la SEC et le Trésor ont contribué aux erreurs commises. "La liste des erreurs est longue et le coût pour les contribuables écrasant. Nos régulateurs ont été permissifs au lieu de faire respecter des textes. Leur confiance dans la sagesse des marchés était infini, le credo devenant que toute régulation gouvernementale était mauvaise et que le marché était infaillible", a-t-il dénoncé.

"Au vu des dégâts financiers à ce jour, je ne vois pas comment nous pouvons éviter une augmentation significative des licenciements et du chômage", a reconnu M. Greenspan.

Les détracteurs de M. Greenspan jugent qu'il a participé à l'ingérable emballement du marché immobilier en laissant les taux d'intérêt trop bas pendant le début de la décennie, tout en refusant dans le même temps d'exercer les pouvoirs de régulation bancaire de la Fed sur les nouveaux types de prêts hypothécaires, et notamment les hypothèques à risque. C'est la cascade de défauts de paiement sur ces prêts, il y a un an, qui a été le détonateur de la crise actuelle.

\*\*\*\*\*

### **CTC, 21 octobre 2008 - Les leaders syndicaux veulent avoir leur mot à dire dans le plan économique fédéral**

Les syndicats du Canada veulent avoir leur mot à dire dans le plan du gouvernement fédéral pour protéger notre économie et les familles travailleuses contre les conséquences du récent effondrement des marchés financiers mondiaux et le ralentissement économique qu'il a provoqué.

Réuni à Ottawa cette semaine, le Conseil exécutif du Congrès du travail du Canada, composé des plus grands syndicats du pays et des fédérations du travail

provinciales et territoriales, a adopté une série de solutions stratégiques qui, insiste-t-il, doivent faire partie du plan fédéral pour protéger les sources de revenu et les économies des travailleurs et des travailleuses.

En tête de liste des demandes syndicales figure une rencontre immédiate avec le premier ministre, Stephen Harper, avant la tenue des sommets internationaux convoqués pour traiter de la crise économique mondiale.

"Les gens qui ont travaillé fort, de façon responsable et selon les règles toute leur vie doivent savoir que leurs économies, leurs régimes de pension et leurs logements ne subiront pas les dommages indirects de la crise financière. Ils doivent savoir que les choses pour lesquelles ils ont travaillé si fort ne leur seront pas enlevées. A tout le moins, ils doivent savoir que les personnes qui travaillent à trouver des solutions à la crise économique sont de leur côté", affirme Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada.

Georgetti affirme qu'il ne suffit pas de répéter aux familles canadiennes les mantras sur "les bases économiques solides" et sur le fait que le Canada a les meilleures banques de la planète. Lorsque le navire coule, sa réputation d'"insubmersible" n'a plus d'importance. Ce qui compte, c'est l'aide qui s'en vient et la garantie qu'il y a suffisamment de places à bord pour tout le monde.

Hier, les Nations Unies ont publié un rapport estimant que la récente tourmente financière pourrait entraîner la perte de 20 millions d'emplois à l'échelle mondiale. Depuis la fin du premier trimestre de 2008, les Canadiens ont perdu 100 milliards de dollars de leurs régimes de pensions et de leurs économies de retraite en raison de la débâcle des fonds à haut risque à Wall Street. Avant, à l'été 2007, les retraités canadiens avaient perdu 13 milliards de dollars en raison du fiasco du papier commercial adossé à des actifs. En plus, les secteurs manufacturier et forestier canadiens ont perdu près de 350 000 emplois ces dernières années.

"La question, aujourd'hui, n'est pas de savoir s'il y aura encore d'importantes pertes d'emploi et une augmentation du chômage au Canada, mais plutôt jusqu'où ira la crise et pendant combien de temps encore elle se poursuivra. C'est aussi de savoir si le plan du gouvernement fédéral vise uniquement à protéger les banques ou s'il comprend également des mesures pour aider les gens ordinaires à affronter la tourmente", ajoute Georgetti.

Outre les possibilités d'action pour stimuler l'économie et resserrer les mesures de contrôle sur la spéculation boursière qui sévit, le Congrès du travail du Canada veut s'assurer que le plan adopté par le gouvernement fédéral comprendra des mesures

pour protéger les régimes de pensions privés, améliorer les régimes de pensions publics, s'assurer que les personnes mises en disponibilité auront accès à l'assurance-emploi et plafonner la rémunération des cadres supérieurs.

Au coeur du plan syndical figure l'action économique de la part du gouvernement sous la forme d'investissements dans l'infrastructure, l'énergie renouvelable et l'amélioration de l'efficacité énergétique, la reconstruction des secteurs manufacturier et forestier, et la réforme des lois sur l'emploi et le travail.

"Nous sommes confrontés à un problème qui risque de toucher tout le monde. Il exige des mesures équitables et qui tiennent compte de tout le monde. Les travailleurs et les travailleuses savent qu'il y aura des sacrifices à faire. Il ne faudrait toutefois pas s'attendre à ce qu'ils fassent tous ces sacrifices, ni aucun en fait, sans être consultés", affirme Georgetti.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : [www.congresdutravail.ca](http://www.congresdutravail.ca)

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 21 octobre 2008 - Le fossé se creuse au pays**

Les inégalités de revenus se sont creusées au cours des 20 dernières années dans la plupart des pays développés, ce qui se traduit par un accroissement de la pauvreté des enfants.

Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié mardi, indique que le Canada est parmi les pays - avec l'Allemagne, la Norvège, les États-Unis, l'Italie et la Finlande - où l'écart entre les riches et les pauvres a sensiblement augmenté depuis 2000.

Le rapport de l'OCDE, qui regroupe les gouvernements de 30 pays attachés aux principes de la démocratie et de l'économie de marché, indique aussi que la croissance économique des 20 dernières années aura davantage profité aux riches qu'aux pauvres.

Pourquoi l'écart se creuse-t-il entre riches et pauvres?

-Les salaires des personnes qui étaient déjà bien payées ont augmenté;

- Les taux d'emploi des personnes ayant un moins bon niveau d'instruction ont baissé;
- Le nombre de ménages comprenant un adulte et une seule famille est en augmentation.

Selon l'Organisation, « le risque de pauvreté s'est déplacé des personnes âgées vers les enfants et les jeunes adultes ».

Pauvreté: Il y a pauvreté lorsque chaque membre d'un ménage a un revenu inférieur à la moitié du revenu médian. (Source: OCDE)

Le Canada, l'Allemagne, la République tchèque et la Nouvelle-Zélande sont des pays où la pauvreté des enfants a le plus augmenté en 20 ans, a indiqué Michael Förster, un des auteurs du rapport, lors d'une conférence de presse, mardi.

### **Faits saillants au Canada**

- Au cours des 10 dernières années au Canada, les riches se sont enrichis, en laissant derrière la classe moyenne et les plus pauvres. Le revenu moyen de 10 % des plus riches au pays est de 71 000 \$US, en parité de pouvoir d'achat, ce qui est un tiers de plus que dans les autres pays de l'OCDE, où il n'atteint que 54 000 \$US;
- 20 % de l'augmentation de l'inégalité des revenus est liée à l'âge et à la structure des ménages de la population canadienne;
- L'inégalité des revenus des ménages a augmenté au pays;
- Le Canada dépense moins en prestations sociales, comme l'assurance-emploi ou encore l'aide aux familles, que la plupart des autres pays membres de l'OCDE;
- Au cours des 10 dernières années, la pauvreté a augmenté dans tous les groupes d'âge;
- Le taux de pauvreté des personnes âgées est de seulement 6 %, alors qu'il atteint 15 % chez les enfants vivant dans la pauvreté;
- Si des Canadiens deviennent pauvres, ils le demeureront plus longtemps que dans les autres pays;
- Bien que le taux de pauvreté soit élevé, la situation des ménages est quand même moins difficile que dans les autres pays;
- La mobilité sociale est plus élevée au Canada que dans les autres pays. Les enfants de parents pauvres ont des chances raisonnables de devenir riches.